

L'ECRITURE DE
L'HISTOIRE - GUERRE
DE LIBÉRATION
NATIONALE

Mohamed HARBI et
"L'OUVERTURE EN 2012
EN FRANCE DES
ARCHIVES DE LA GUERRE
DE LIBÉRATION "

samedi 28 mai 2011

Mustapha BENFODIL
El-Watan
le 26 mai 2011

*L'éminent historien
Mohamed Harbi revient, dans
cet entretien, sur les récentes
controverses suscitées par les
déclarations polémiques d'acteurs du mouvement national et livre quelques vérités cinglantes.*



D'après lui, l'attaque de la poste d'Oran est l'œuvre d'Aït Ahmed, Boudiaf a réussi l'organisation du 1er Novembre, et l'attitude de Yacef Saâdi à l'égard de Louisette Ighilahriz « n'est ni sérieuse ni noble. » Harbi affirme que Boussouf n'endosse pas seul l'assassinat de Abane Ramdane, et qu'on a exagéré son rôle ainsi que celui du MALG.

Il révèle, par ailleurs, que « Krim a projeté d'assassiner Bentobal » en prévenant que les archives de 2012 « sont terribles et explosives. »

Alors qu'il évalue les harkis et goumiers à environ 100 000 hommes, l'historien estime à quelque 50 000, les victimes algériennes des bavures du FLN/ALN, dont nombre de militants nationalistes authentiques.

Pour Mohamed Harbi, « la société algérienne est une société de surveillance mutuelle ».

Il considère que les tabous, liés aux juifs d'Algérie, aux harkis et aux pieds-noirs, en se gardant de les traiter, ont fait le lit de l'islamisme. Préconisant une déconstruction de la pensée nationaliste, il estime que la question identitaire et celle de l'autoritarisme sont deux problèmes majeurs qu'il est impératif de dépasser pour aller vers une Algérie nouvelle et apaisée.

- Si vous le permettez, M. Harbi, nous aimerions articuler cette interview autour de quelques « noms-clés » en rapport avec l'histoire du Mouvement national. Et le premier qui nous vient à l'esprit, en l'occurrence, est Ahmed Ben Bella qui a défrayé la chronique ces derniers jours suite à ses récentes déclarations à Jeune Afrique. D'abord, comment l'avez-vous rencontré ?

Je l'ai rencontré pour la première fois au moment de la discussion du programme de Tripoli. À ce moment-là, j'ai pu, plus ou moins, voir ce qu'était l'homme dans ses idées. Il faut noter qu'avant cela, il était en prison depuis 1956. Et dans ses idées, il y avait incontestablement chez lui un véritable amour du monde rural. En même temps, il y avait chez lui un aspect qui relève de l'éducation politique de toute une génération, à savoir l'attachement à un nationalisme de type autoritaire.

Pour en venir à des faits précis comme l'attaque de la poste d'Oran en avril 1949, Ben Bella affirme qu'il était l'artisan de cette attaque. Selon vous, qui d'Aït Ahmed, qui était le successeur de Belouizdad à la tête de l'OS, ou de Ben Bella qui, comme vous le précisez dans vos livres, a pris en main cette organisation à partir de janvier 1949, est le véritable instigateur de cette opération fondatrice ?

Personnellement, je pense que les éléments concrets ressortaient de l'organisation locale. Mais les projets (la planification des opérations, ndlr) étaient incontestablement du ressort de la direction centrale, donc d'Aït Ahmed. Je pense que compte tenu du fonctionnement de l'Organisation, le rôle d'Aït Ahmed a été très important.

- Et quand il dit de Boudiaf qu'il était « zéro sur le plan militaire », vous pensez que c'est une vérité ou bien une méchanceté ?

« Zéro sur le plan militaire », il n'y a pas eu d'expérience de type militaire qui permet d'en juger... Boudiaf était le responsable de l'OS dans le Constantinois. C'est un membre de l'Organisation qui était assez conséquent, on l'a bien vu. Même si le 1er Novembre a été organisé dans la précipitation et l'improvisation, il l'a organisé.

- Quand des acteurs de l'histoire comme dans ce cas précis nous font des révélations de cette nature, vous, en tant qu'historien, comment les prenez-vous : pour argent comptant ? Avec des pincettes ?

Je ne peux pas prendre pour argent comptant le témoignage d'un acteur.

On est obligé de se pencher sur les archives quand on en trouve, ce qui est rare pour une organisation qui a été clandestine.

Sinon, on procède à des recoupements des témoignages des acteurs.

Indépendamment de cela, vous avez des interrogations propres à partir de ces témoignages et aussi de la connaissance des acteurs. Il faut dire que ces affaires sont remontées à la surface dans des moments de crise où chacun cherchait à imposer son image propre. Et je crois qu'en Algérie, beaucoup de choses se passent comme ça. Les gens sont plus préoccupés de soigner leur image que par le souci de la vérité.

- Un autre nom nous vient à l'esprit, celui d'une grande moudjahida : Louise Ighilahriz, qui a eu à affronter seule ses tortionnaires lors des procès qui l'ont opposée au général Schmitt et consorts, sans le moindre soutien de l'Etat algérien.

C'est une femme extrêmement courageuse qui a été profondément blessée par des allégations prêtées à Yacef Saâdi qui aurait mis en doute son combat. Que pouvez-vous nous dire sur cette immense résistante ?

Louise Ighilahriz est une combattante, il n'y a aucun doute là-dessus, et Yacef Saâdi ne pouvait pas ignorer son rôle puisqu'il était un allié de la famille Ighilahriz. Je suppose qu'il y a autre chose qui l'a guidé. De toute manière, ce n'est ni sérieux ni noble.

- Du point de vue de l'écriture de l'histoire de la guerre de Libération nationale, pensez-vous que la participation des femmes est suffisamment mise en valeur ?

Non, ce n'est pas le cas. Il y a une chose fondamentale qu'il convient de souligner à ce propos, c'est que les femmes sont venues à la rencontre du FLN, mais quand le FLN est allé à leur rencontre, il ne les voyait que comme infrastructure dans l'organisation. Il ne les voyait pas dans des rôles politiques et des directions politiques.

Alors que le premier bulletin du FLN s'appelait Résistance, on l'a enlevé pour mettre El Moudjahid. Ça veut tout dire. Le souci du FLN, c'était d'avoir des troupes. Or, la sensibilité des troupes était incontestablement machiste et patriarcale.

- Selon vous, ces controverses soulevées par des déclarations polémiques qui sont le fait d'acteurs de la Révolution font-elles avancer l'historiographie de la guerre de Libération nationale ? Est-ce quelque chose de productif ou de contre-productif pour l'historien ?

C'est de la lave en fusion. Et à mon avis, c'est quelque chose qui ajoute au désarroi et au manque de repères de la population dans son ensemble.

Qui plus est, cela discrédite la politique, surtout que cela intervient dans une atmosphère d'impasse et d'échec, et donc on a tendance à dévaloriser la révolution.

- M. Harbi, en 2012, on annonce l'ouverture d'une partie des archives françaises liées à la guerre de Libération nationale. D'aucuns y voient une opportunité pour apporter un éclairage décisif sur certaines zones d'ombre de la guerre d'indépendance. Comment appréhendez-vous ces archives ?

Il y a certainement des archives qui pourraient s'avérer fort pertinentes. Il y a par exemple le bulletin de renseignement et de documentation qu'établissait le MALG. Bien sûr, il glorifie le FLN mais il fournit une foule d'indications sur l'état d'esprit de la population, et ce bulletin ne laisse aucune impression d'unanimité des Algériens.

- Quel genre de renseignements livraient ces bulletins ?

Par exemple des renseignements sur la conduite des populations, leur rapport au FLN, leur rapport à la France.

Je dis bien c'est le bulletin du FLN, donc tout est à la gloire du FLN.

Toujours est-il qu'à travers ces descriptions, si un historien s'empare de ces documents, il va donner une autre idée de l'opinion algérienne face au FLN.

En tout cas, je pense que ces archives sont explosives.

Moi, j'ai été au ministère des Forces armées comme conseiller de Krim Belkacem, et je peux vous dire que les dossiers sont terribles. Le rapport à la population n'est pas du tout ce qu'on dit. Ce sont des archives qui donnent une idée tout à fait différente de la révolution.

- Vous-même, en votre qualité d'historien, comptez-vous les exploiter ?

Je ne sais pas. A 78 ans, je ne sais pas si j'aurai la force de continuer longtemps. Je pourrais travailler peut-être sur un ou deux sujets, mais je n'ai plus la même force.

- On vous souhaite beaucoup de santé et de vigueur M. Harbi pour mener à bien cette entreprise...

Si je peux aider, pourquoi pas ? D'ailleurs, c'est ce que je fais maintenant. J'aide les jeunes chercheurs à travailler sur les archives, notamment en France.

- Quelles sont les précautions méthodologiques que vous préconisez à l'attention des jeunes chercheurs ?

Le vrai problème, aujourd'hui, c'est que les gens s'intéressent beaucoup plus aux forces politiques indépendamment de la société. Or, si vous n'avez pas une connaissance précise de la société, vous ne pouvez pas étudier sérieusement les forces politiques en présence.

C'est quelque chose de capital. Le va-et-vient entre les deux est fondamental. Ça c'est la première chose.

La deuxième, c'est que les chercheurs formés en Algérie, je le vois très bien, n'ont pas une bonne culture historique. Ils n'ont pas connaissance de tous les débats sur la méthode et tout ce qui a trait à l'analyse des documents, la capacité de maîtriser le matériau et d'en tirer la matière de l'histoire.

- Ne pensez-vous pas, justement, que c'est quelque chose, pour le moins paradoxale de voir d'un côté la grandeur et la complexité de notre Révolution, et de l'autre, l'indigence de l'appareil académique, universitaire, censé en assurer l'étude et la transmission ?

Je vais vous dire franchement mon opinion : le pouvoir qui est là depuis 1962 n'a aucun intérêt à ce que l'histoire devienne la matrice d'une reconstruction du pays.

Je me souviens quand j'étais à Révolution Africaine, j'avais publié un document sur la Fédération de France du FLN. Il y a eu tout de suite une réaction du ministre de la Défense (Boumediène, ndlr) et des pressions sur Ben Bella pour dire « *cette histoire, on n'en parle plus.* »

- Est-ce que vous avez foi dans les jeunes historiens formés en Algérie ?

Il y a quelques-uns qui sont remarquables, mais malheureusement, ils restent à l'étranger.

Et ceux qui rentrent ici, je ne donnerai pas de noms, mais...il y en a un ou deux qui sont vraiment remarquables, qui sont capables de faire de grands historiens.

Les autres, ils sont en train d'ahaner pour avoir des postes parce qu'il faut faire valider son diplôme universitaire acquis à l'étranger. C'est une manière d'avoir des historiens destinés à produire une histoire officielle.

- L'un des enjeux des relations algéro-françaises est l'écriture de l'histoire de la guerre d'Algérie. Or, nous avons l'impression que là-bas il y a une armée d'historiens, de chercheurs pour accomplir cette tâche, tandis que de ce côté-ci, il y a peu de gens de métier, comme vous le soulignez, qui font le poids. Comment parer à ce déséquilibre ?

Ce qui est certain, c'est que nous ne pouvons pas envisager notre rapport avec les historiens français comme une compétition, mais comme un échange pour équilibrer des regards.

- Comment, lorsqu'on est soi-même acteur et témoin de l'histoire, peut-on en être également le fidèle rapporteur ?

Je vais vous dire comment ils ont procédé en France. Tous les grands acteurs sont passés par des instituts pour livrer leurs témoignages devant des historiens qui ont étudié la période concernée.

Et ces témoignages sont dûment emmagasinés dans des archives.

- Cela nous fait penser aux psychanalystes qui doivent se faire analyser par leurs pairs avant de pouvoir exercer...

Tout à fait ! En France, tous les acteurs militaires ont donné leurs témoignages aux historiens.

Chez nous, cela se passe autrement. J'ai chez moi plus de 123 ouvrages algériens de témoignages. Ce n'est pas satisfaisant, parce que les gens ne parlent pas de la réalité culturelle, de la réalité sociale, de la stratégie des acteurs. Ils parlent de faits, comme ça...

Il faut dire que chez les acteurs de la révolution algérienne, la véritable culture était plutôt rare. Partant de là, ils ne peuvent revoir et vivre d'une autre manière leur expérience qu'à travers le regard de gens du métier.

L'histoire, c'est aussi un métier.

- Les choses sont-elles claires dans votre esprit, entre le Harbi historien et le Harbi acteur de l'histoire ?

Il y a nécessairement un aspect subjectif dans cette affaire. Mais cet aspect subjectif, ce n'est pas à moi de le découvrir. Cela incombe aux lecteurs mais aussi à mes collègues historiens. De toute manière, je travaille avec la méthode historique, et donc je soumetts tout ce que je fais à la critique historique.

Je peux affirmer que j'ai au moins un minimum de distance à l'égard de mon expérience propre. Seulement, je ne suis pas garant de tout. J'ai mes rapports personnels avec les hommes, j'ai des côtés subjectifs, mais je pense que ce côté subjectif n'a pas réussi à prendre le dessus dans mon travail. En tous les cas, les lecteurs aviseront.

- Je reviens à cet enjeu que certains appellent « guerre des mémoires » ou « guerre des récits », même si le mot guerre est très chargé. Peut-on imaginer une écriture de l'histoire qui soit apaisée, dépassionnée, froide, voire « à quatre mains » ?

On ne peut pas appeler cela « guerre des mémoires ». Aujourd'hui, le vrai problème, c'est l'histoire. Il y a guerre des mémoires parce qu'il y a des forces politiques des deux côtés qui instrumentalisent l'histoire pour perpétuer un combat.

Du côté français, les vaincus de la guerre d'indépendance sont encore nombreux. Ils sont dans des partis, ils ont des comptes à régler. Et, effectivement, on peut parler à leur sujet plus de mémoire que d'histoire.

Du côté algérien, il y a des mouvements qui connaissent des phases sensibles d'essoufflement, il y a des gens qui n'ont plus rien à dire, et qui pensent que c'est un trésor inépuisable pour essayer de solidifier une nation, qu'ils n'arrivent pas à solidifier autrement.

Si des gens actuellement passent leur temps à ânonner sur le passé, c'est uniquement dans cette perspective. La mémoire et le présent, c'est un gros problème.

Le présent n'est pas un présent d'affirmation du respect de l'individu, et la mémoire, elle, rappelle un passé de non-respect de l'individu.

Alors, si on veut vraiment convoquer l'histoire pour créer un esprit civique, il faut commencer par respecter l'individu en faisant en sorte que la mémoire d'avant serve de catalyseur, sinon, ce n'est pas la peine.

- Lors du colloque organisé récemment en hommage à Claudine Choulet, vous avez rapporté ce fait révélateur, à savoir que sous le PPA la notion d'individu n'existait pas, et qu'il était par exemple inimaginable de se représenter un Algérien boire une bière dans la conception identitaire du PPA...

Publiquement non, comme dans toutes les sociétés musulmanes qui vivent sous le signe de la schizophrénie. Vous pouvez tout faire si on ne vous voit pas. Mais, officiellement, un militant nationaliste ne buvait pas, était censé ne pas boire, et les mœurs des gens étaient sous surveillance.

Ce sont des choses qu'on ne veut pas voir de près. Nous sommes des sociétés de surveillance mutuelle. Avant, la surveillance était une institution, c'était la « hissba ». Le problème, c'est qu'avec la colonisation cette institution a disparu.

Du coup, la surveillance est devenue l'affaire de chacun, et elle est beaucoup plus pernicieuse que s'il y avait une institution comme telle.

- Vous avez souvent souligné la prépondérance du religieux comme référent identitaire dominant au détriment de la diversité raciale, religieuse et culturelle, qui caractérisait notre pays. Pensez-vous que cela constitue un facteur bloquant qui nous empêche d'aller vers la modernité culturelle et politique ?

Tout à fait ! Si le FIS a été ce qu'il a été, il ne le doit pas à la capacité de ses chefs mais précisément à cet élément. Il faut s'avouer que nous sommes une société fermée. Nous avons un système éducatif de type conservateur et patriarcal. D'ailleurs, je suis effrayé par la haine que les gens ont pour les femmes. C'est incroyable !

Ce n'est pas simplement de la haine, c'est de la peur. Je vois pas mal de femmes, des chercheuses surtout, qui sont tout à fait exceptionnelles, et dès le mariage, elles ont des problèmes. Elles sont confrontées à un dilemme : soit, c'est le sacrifice du métier, soit c'est la rupture.

Et si vous faites une recherche statistique, vous verrez que pas mal d'universitaires de haut niveau sont des femmes seules.

- À votre avis, un travail de déconstruction de la pensée nationaliste telle qu'elle a prévalu jusqu'à aujourd'hui est-il nécessaire pour ériger une Algérie nouvelle ?

Actuellement, l'Algérie est confrontée à deux problèmes : d'abord, la déconstruction de cette pensée à partir de l'idée d'une société multiculturelle et multiethnique, parce que la question de l'ethnicité est un vrai problème. On a beau le cacher, c'est un vrai problème.

La deuxième question, c'est le problème de l'autoritarisme. L'Algérie transpire l'autoritarisme par tous ses pores. On parle du pouvoir, mais si vous voyez la vie des partis, elle n'est pas fondamentalement différente. Il faut revenir aux fondements de l'autoritarisme, et quand vous analysez ces fondements, force est de constater la nature des rapports familiaux et le poids du patriarcat. Ce n'est pas un hasard si ce modèle-là, vous le retrouvez dans le système éducatif d'une façon très forte. C'est tout cela qui fait que notre société soit très conservatrice.

- Vous avez cité un mot-clé : « surveillance ». Vous avez parlé de cette fiche mystérieuse du MALG qui épie la population, et tout cela me renvoie à un autre « nom-clé » : Abdelhafidh Boussouf. D'aucuns ont fini par le mystifier tellement il cultivait le mystère. On le dépeint généralement comme un personnage intrigant qui était derrière tous les coups tordus. Est-ce que vous l'avez connu personnellement ?

Je le connaissais très bien puisqu'il était dans la daïra de Skikda. Mais il était originaire de Mila. C'était un cadre de qualité.

Je dis d'ailleurs dans mes mémoires que c'est lui qui m'avait recommandé le «*Que faire ?*» de Lénine quand j'étais au lycée. C'était un bon organisateur.

Mais il était très suspicieux, il était aussi répressif.

Néanmoins, je pense qu'on a exagéré les choses à son sujet. Il faut savoir que tous les accords portant sur le renseignement, conclus avec d'autres pays, étaient traités par le GPRA. C'est le gouvernement qui décidait. Il avait une puissance au sein du gouvernement, certes, mais il ne faisait pas ce qu'il voulait.

- Quand on le présente comme « l'ancêtre de la police politique et du DRS », vous pensez que c'est exagéré ?

Il se trouve que les instruments qu'il a forgés sont passés, par la suite, au ministère de la Défense. Mais, avant, ce n'étaient pas eux qui contrôlaient (les cadres du ministère des Forces armées, ndlr). Ils ne contrôlaient rien.

C'était un peu comme dans le système français : les grands commis de l'Etat, on veut bien s'assurer qu'ils n'ont pas d'antenne avec l'étranger, des trucs comme ça, ce n'était pas plus.

- Pourtant, il y a ce fait gravissime qu'on lui impute, celui d'avoir assassiné Abane Ramdane à Tétouan et d'avoir pris tout seul la responsabilité de le liquider...

Tout seul, je ne dirais pas cela. Qu'il ait une part de responsabilité dans cette affaire, c'est sûr. Seulement, il y a un point d'interrogation sur cette question. Quand ils ont examiné le cas Abane, Ouamrane, Krim, Mahmoud Chérif et Boussouf étaient pour son exécution.

- Et Bentobal était contre...

Bentobal était effectivement contre. Or, il fallait un consensus. Ils ont opté alors pour son emprisonnement, mais pas en Tunisie parce que là-bas, c'était dangereux. Donc, ils l'ont emmené au Maroc sous prétexte qu'il y avait des différends qu'il fallait régler avec le sultan Mohamed V. Abane était accompagné de Krim Belkacem et Mahmoud Chérif. Une fois au Maroc, il a été assassiné. Moi, je ne peux pas répondre aussi affirmativement à la question. Krim dit « ce n'est pas moi, c'est Boussouf. » Mahmoud Chérif dit « ce n'est pas moi, c'est Boussouf. » Moi, je ne peux pas le dire, je n'étais pas là, il n'y a pas de preuves.

- Dans le livre de Khalifa Mammeri, « Abane Ramdane - le faux procès », l'auteur fait mention d'un procès-verbal (qui aurait été puisé dans les archives personnelles de Boussouf déposées en Suisse, ndlr), et où ce dernier aurait imposé aux autres membres du CCE d'endosser a posteriori l'assassinat de Abane pour faire croire à une décision collégiale...

Sur ce document, point d'interrogation. Par contre, qu'il l'ait assassiné, ça ne fait pas de doute. Mais sur la responsabilité individuelle, je me pose des questions. Je n'ai pas de réponse.

- Avez-vous des éléments de réponse à propos de ce qu'on reprochait exactement à Abane Ramdane ? Est-ce qu'on était jaloux de lui parce qu'il était brillant ? Est-ce qu'il a payé le Congrès de la Soummam ? Etait-ce une affaire d'ego ?

Il y avait beaucoup de cela. Pour tout dire, Abane ne pensait pas que cette catégorie d'hommes pouvait diriger l'Algérie. Il faut savoir que le premier incident est survenu le 5 juin au sujet d'une conférence de presse qui devait être donnée au Caire. Krim voulait la tenir alors que c'est Abane qui devait l'animer. Ce dernier s'est adressé à Krim en le traitant d'aghyoul (bourricot). Finalement, il a été dévolu à Saâd Dahlab qui était un personnage de second ordre de l'animer.

Les deux membres les plus puissants du CCE étaient ainsi aux prises l'un avec l'autre. Et je pense que Krim avait des visées sur le pouvoir depuis toujours, surtout après la Bataille d'Alger.

- Donc, vous maintenez que ça n'a pas été une décision exclusive de Boussouf d'éliminer physiquement Abane ?

Non, parce qu'ils étaient trois et ils imputent cela à Boussouf. Or, je sais, d'après Bentobal, que Krim avait projeté d'assassiner Bentobal après cet épisode. Donc, si tant est que le témoignage de Bentobal soit véridique, Krim voulait éliminer les gens qui se dressaient sur le chemin de son pouvoir. Pourquoi Bentobal ? Parce qu'il supposait qu'étant lui aussi de Mila, Bentobal était un appui pour Boussouf.

- D'après vous, l'assassinat de Abane a-t-il affaibli le CCE ?

Du point de vue politique, c'est sûr.

- Quand on dit qu'il y a un avant et un après-Abane, est-ce une analyse que vous partagez ?

La machine politique a continué à fonctionner. La machine politique, ce n'était pas seulement Abane. Il y avait des hommes de grande qualité comme Ferhat Abbas, comme Abdelhamid Mehri, comme Benyoucef Benkhedda...

- *Toujours est-il que Boussouf, après l'assassinat de Abane, semble avoir pris un ascendant sur les autres, vous n'êtes pas de cet avis ? On assure même qu'il terrorisait tout le monde.*

Boussouf ne contrôlait que la base du Maroc. Or, la puissance du FLN était plus en Tunisie qu'au Maroc.

- *Dans son livre sur le colonel Amirouche "Une vie, deux morts, un testament" Saïd Sadi affirme que c'est Boussouf qui a donné Amirouche aux Français...*

Quand je suis arrivé en Tunisie, j'ai entendu cette version. Moi, je suis arrivé au mois de mai 1959 (Amirouche est tombé au champ d'honneur le 29 mars 1959, ndlr) et il y avait cette version qui circulait. Elle a tenu le haut du pavé pendant toute la période de la réunion des colonels.

Une opposition faisait rage entre Krim d'un côté, et Boussouf, Bentobal, et Boumediène de l'autre. C'était dans le cadre de ces luttes de pouvoir qu'est sortie cette version. Personnellement, je pense que Boussouf était sans doute quelqu'un de particulier, mais pas à ce point.

- *Après l'indépendance, il a eu une vie discrète. Certains récits affirment qu'il s'est converti en armateur ou vendeur de bateaux. Pourquoi Boussouf a-t-il disparu aussi subitement de la vie publique selon vous ? Il n'a pris aucune responsabilité après 1962 ?*

Il ne pouvait pas prendre de responsabilité, personne n'aurait voulu de lui. Même quand Boumediène était devenu le grand chef, Boussouf a fait une offre de service, mais il n'a même pas été reçu par Boumediène. Vous ne pouvez pas avoir avec vous votre ancien chef qui vous connaît bien.

Après, il s'est lancé dans les affaires, il avait un nom et les Irakiens l'ont beaucoup aidé. Il a trouvé de l'aide partout dans le monde arabe.

- *Est-ce qu'on a donné, selon vous, sa pleine valeur au Congrès de la Soummam qu'accable par exemple Ali Kafi ?*

Je pense que c'est une version contemporaine chez Ali Kafi. Je ne lui ai pas connu cette opinion avant.

En réalité, chez Ali Kafi, ce n'est pas le Congrès de la Soummam qui posait problème mais plutôt la personne de Abane. Il estime que Abane, ce n'était pas l'homme qu'il fallait. C'est un parti pris, c'est le point de vue d'un clan tout simplement.

- *Même les attaques de Ben Bella contre le Congrès de la Soummam ?*

C'est la même chose, c'est le point de vue d'un clan. Avec cette différence que lui en a été exclu. À mon avis, cette histoire selon laquelle il ne pouvait pas venir n'est pas crédible.

S'il avait participé au Congrès, peut-être que les choses auraient pris une autre tournure. Les clans n'auraient pas eu les mêmes contours.

Il faut souligner que la majorité était derrière Krim beaucoup plus qu'elle ne l'était derrière Abane. C'est l'intelligentsia qui était derrière Abane, ainsi que l'ancienne classe politique qu'il a récupérée.

- *On approche à grand pas du cinquantenaire de l'Indépendance qui coïncide, à quelque chose près, avec cet éveil des sociétés civiles arabes et maghrébines pour exiger le changement. La Révolution de 1954 n'a pas tenu toutes ses promesses, il y a une grande déception de la part des Algériens qui ont le sentiment que le combat libérateur est resté inachevé. Y a-t-il de la place, d'après vous, pour une nouvelle révolution afin de réaliser les promesses de l'Indépendance ?*

Ne parlons plus de révolution, elle est terminée. Les espérances des Algériens ne trouvent pas écho dans le système auquel a donné naissance la Révolution. Les gens qui pensent qu'il faut achever cette révolution devraient réfléchir autrement maintenant.

Il faut tout recommencer. C'est un autre peuple, c'est une autre société. Je ne pense pas que les sociétés puissent se construire durablement indépendamment d'un mouvement d'idées et d'un projet, et c'est ça le problème des Algériens.

- Quand on dit que c'est la même équipe qui gouverne depuis 1962 en termes de filiation en soulignant la structure fondamentalement militaire du pouvoir, Bouteflika qui est issu du groupe de Oujda, vous êtes d'accord avec cela ?

Non, non, il y a eu des recompositions. Il me semble qu'au niveau des dirigeants, ils sont tous pour le changement, mais ils ne savent pas par où commencer parce que le point par lequel on commence décidera de qui va en profiter.

Bio express : Mohamed Harbi est né en 1933 à El Harrouch, près de Constantine. Dès 1948, il adhère au PPA-MTLD. Il part en France en 1953 pour s'inscrire à des études d'histoire à la Sorbonne. En 1956, il intègre l'UGEMA puis le comité fédéral de la Fédération de France du FLN comme responsable de l'information.

En 1958, il rejoint le GPRA au Caire dès sa création. Il devient le conseiller de Krim Belkacem au ministère des Forces armées, puis au département des affaires étrangères du GPRA. Il est nommé ambassadeur en Guinée (1960-1961). Mohamed Harbi prend part aux premiers accords d'Evian.

Après l'indépendance, il est conseiller du président Ben Bella et participe à l'élaboration du Programme de Tripoli (1962).

En 1965, il fait les frais du coup d'Etat de Boumediène et se voit emprisonné pendant cinq ans, puis placé en résidence surveillée.

En 1973, il réussit à s'évader. Harbi vivra en exil forcé jusqu'en 1991. Il se consacre dès lors à l'enseignement universitaire et à son métier d'historien.

Parmi ses nombreux ouvrages :

Aux origines du FLN

"Le populisme révolutionnaire en Algérie" (1975)

"Le FLN, mirage et réalité" (1980)

"1954, la guerre commence en Algérie" (1984)

"L'Algérie et son destin, croyants ou citoyens" (1993)

"Une vie debout, Mémoires" (2001)

"Le FLN, documents et histoire 1954-1962" (2004, avec Gilbert Meynier).

Glossaire :

L'OS : L'Organisation spéciale. Bras armé du PPA-MTLD créée en 1947. Son premier chef était Mohamed Belouizdad, avant d'être remplacé par Hocine Aït Ahmed. Elle sera démantelée en 1950 suite à l'arrestation de Ben Bella.

Le CCE : Comité de coordination et d'exécution, organe créé par le Congrès de la Soummam. C'est l'instance exécutive du CNRA, le Conseil national de la Révolution algérienne.

Le MALG : Ministère de l'Armement et des Liaisons générales.

Premier appareil de renseignement militaire algérien, le MALG était le service de renseignement attribué de l'ALN.

Il est couramment présenté comme l'ancêtre de la police politique en Algérie. Il était dirigé par Abdelhafidh Boussouf.

Le MNA : Mouvement national algérien. Parti créé par Messali Hadj en 1954 avec pour objectif de faire échec au FLN.

Des luttes fratricides feront rage entre les deux factions, notamment au sein de l'émigration.

- L'Affaire Mellouza : Elle fait référence au massacre, dans la nuit du 28 au 29 mai 1957, de plusieurs affidés du « général Bellounis », chef des troupes du MNA, par des commandos de l'ALN dans les hameaux de Mellouza, Béni Ilmane et Mechta-Casba, dans la wilaya de M'sila, réputés être des fiefs messalistes. On évoque le chiffre de 300 hommes tués.

- **L’Affaire de la « Bleuite »** : Par allusion aux « bleus de chauffe », des auxiliaires algériens retournés par l’armée coloniale contre le FLN dans La Casbah durant la Bataille d’Alger.

Elle renvoie à une purge perpétrée à partir de 1958 dans les rangs de l’ALN suite à une grosse opération d’intox et de guerre psychologique menée par les services secrets français visant à faire croire à l’existence de traîtres dans les maquis de la Wilaya III.

Longtemps on a imputé ces purges au colonel Amirouche, une version que réfutent ses compagnons d’armes.

- **Décret Crémieux** : Il s’agit du décret promulgué le 24 octobre 1870 qui octroie d’office la nationalité française aux israélites indigènes d’Algérie.

Source : "LES ARCHIVES DE LA GUERRE DE LIBÉRATION SONT EXPLOSIVES" ...

Suite à l’interview accordée à El Watan

Précisions de Mohamed Harbi

El Watan - le 28 mai 2011 : Suite à l’interview qu’il a eu l’amabilité de nous accorder, et parue dans l’édition d’El Watan du jeudi 26 mai 2011, l’historien Mohamed Harbi a tenu à apporter les précisions et le complément d’informations suivants :

« J’ai pris connaissance de l’interview que je vous ai donnée. Permettez-moi d’y apporter quelques précisions :

1/ Le choix des titres et des sous-titres a été fait par la rédaction. Je n’en suis donc pas le responsable.

2/ Je ne pouvais dire que les archives françaises qui seront ouvertes en 2012 ‘’sont sensibles et explosives’’. Elles sont accessibles depuis plusieurs années mais elles ne sont pas toutes libres à la consultation.

3/ La mise en cause d’un dirigeant de premier plan comme Krim par Bentobbal, dont les ‘’Mémoires’’ gagneraient à être rendues publiques, doit être contextualisée.

Elle est intervenue après la mini-crise de direction qui a suivi le meurtre d’Abane Ramdane.

Si j’ai évoqué cet épisode, c’est pour mentionner qu’il y a dans la sphère politique des antécédents aux règlements de compte selon des méthodes maffieuses et non pour discréditer un homme à qui l’Algérie doit beaucoup.

De tels épisodes ne doivent pas être occultés si on veut ‘’civiliser’’ et réguler le jeu politique.

4/ La réponse à la question sur ‘’les trois tabous’’ que vous avez évoqués appelle une clarification.

En occultant une partie de son histoire, l’Algérie s’est condamnée elle-même à l’enfermement. Prenons par exemple l’histoire de l’Eglise d’Algérie. Les tentatives d’évangélisation ont laissé chez les Algériens vaincus des souvenirs douloureux. Est-ce une raison pour taire les efforts de cette église pour s’algérieniser et s’intégrer à la nation, le rôle de ses prêtres et de ses séculiers dans la résistance ?

Ce faisant on a laissé la porte grande ouverte au fanatisme, à l’intolérance et aux assassinats. C’est en pensant aussi à cela que j’ai répondu à votre question sur les trois tabous. Le remède aux dérives du fanatisme religieux est complexe. Il requiert un système éducatif autre, un personnel enseignant gagné aux valeurs humanistes et un aggiornamento de l’islam. Sur la question des harkis, je me suis souvent exprimé. Je ne plaide pas, comme pourraient le croire des gens de mauvaise foi, l’innocence. Mais un historien sérieux et un patriote soucieux de la cohésion nationale ne peuvent pas accepter dans l’examen d’une question coloniale la mise en œuvre d’une grille d’explication privilégiant le couple collaboration-résistance.

Il est grand temps d’arracher le destin de l’Algérie au flot des légendes pieuses et ‘’aux brumes des mythologies qui le masquent de toute part’’. Il ne faut pas oublier qu’au-delà de ce qu’on appelle parfois légitimement la collaboration, l’attitude des Algériens s’est surtout caractérisée par une multitude de tactiques visant à s’y soustraire, tactiques qui expliquent l’échec de l’Etat colonial à parfaire sa domination sur notre société.

5/ Une vision saine de l'attitude des Algériens pendant la guerre de Libération doit inclure toutes les données disponibles. Je reproduis, ci-joint, un tableau établi par le professeur C.R. Ageron, tableau qui appelle débat, confrontation et éventuellement correction.

«MUSULMANS ALGÉRIENS» APPELÉS DANS L'ARMÉE FRANÇAISE DE 1956 À 1961 (INCLUS)

Assujettis :	environ	600 000
Convoqués devant les conseils de révision		402 830
- Incorporés		
En six ans (1956-1961)		107 455 (?)
Total cumulé de 1952 à 1962		123 000
Incorporés (autre source)		
1956 : 9 100		
1957 : 14 000		
1958 : 15 900		
1959 : 28 800		
1960 : 26 500		
1961 : 22 260		
- Total : 116 560		
- Déserteurs		
De novembre 1954 à mars 1962 : 11 275 (?) ou 14 739 (?)		
Militaires de l'ALN "ralliés" aux forces françaises ou retournés (jusqu'en janvier 1962) : 6 122		

■ Recensement du ministère algérien des Anciens combattants (établi en 1974)

Ayant appartenu à	Vivants	Tués	Total
l'Armée de libération nationale	60 895	71 395	132 290
l'Organisation civile du FLN	122 990	81 468	204 458
Total	183 885	152 863	336 748

■ Effectifs globaux de Musulmans algériens servant dans des formations dites civiles ou militaires du côté français

I-Formations militaires (appelés, engagés, militaires d'active, officiers, sous-officiers, hommes de troupes)

au 1er janvier 1956	37 000	au 1er janvier 1959	41 500
au 1er janvier 1957	20 000	au 1er janvier 1960	53 500
au 1er janvier 1958	25 000	au 1er janvier 1961	61 500

II- Supplétifs civils ou militaires

au 1er janvier 1956	4300	au 1er janvier 1959	73 000
au 1er janvier 1957	34 500	au 1er janvier 1960	118 350
au 1er janvier 1958	50 000	au 1er janvier 1961	116 000

- Total au 1er novembre 1960 : 177 500 hommes

■ Effectifs de l'ALN évalués au 1^{er} novembre 1960 par le Deuxième Bureau :

46 500 dont 9 000 au Maroc - 17 500 en Tunisie - 20 000 en Algérie

■ Effectifs des soldats de l'ALN tués au combat (source militaire française) 2^e Bureau - 3^e Bureau :

1954 :	76
1955 :	2 786
1956 :	16 553
1957 :	32 088
1958 :	30 686
1959 :	26 339
1960 :	19 723
1961 :	3 253

- Total officiel : 141 504 - total pour 1954-1962 : 143 678

A comparer avec les 152 863 combattants civils et militaires enregistrés par le ministère algérien.

Source : ...

Voir en ligne : <http://elwatan.com/une/les-archives...>

Se référer aussi à l'interview de Mohamed Harbi par Arezki Metref, brève 70, mise en ligne par socialgerie le 9 juillet 2010 - pour accéder au texte, cliquer sur le lien :

[MOHAMMED HARBI INTERVIEWÉ PAR AREZKI METREF LE SOIR D'ALGÉRIE & LE QUOTIDIEN D'ORAN, LE 5 JUILLET](#)